

Le Grenelle II de l'environnement a induit de nouveaux impératifs tels la diversification des sources d'énergie et la réduction de la consommation d'énergie des bâtiments.

Ces objectifs se traduisent, entre autres, par le développement des panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, dispositifs susceptibles de dénaturer le patrimoine architectural et paysager si leur mise en place n'est pas accompagnée.



Exemple de paysage alsacien



Photomontage illustrant le devenir possible de ce paysage sans recherche d'intégration

Ce constat a conduit le **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP)** et la **Direction Départementale des Territoires (DDT) du Haut-Rhin** à élaborer un guide à l'attention des élus et du public.

PROCÉDURES APPLICABLES AUX PROJETS

Selon la nature du projet

Votre projet	Formulaire à remplir	Autorité qui délivre l'autorisation
1. Installation de panneaux sur bâtiments existants (agricoles ou non)	Déclaration préalable	Maire
2. Construction de bâtiments avec installation de panneaux	Permis de construire	

Cas des constructions de centrales photovoltaïques au sol

Votre projet	Formulaire à remplir	Autorité qui délivre l'autorisation
► puissance inférieure à 3kWc et une hauteur supérieure à 1,80 m	Déclaration préalable	Préfet
► puissance comprise entre 3kWc et 250kWc	Déclaration préalable	
► puissance supérieure à 250kWc	Permis de construire avec étude d'impact et enquête publique	
► puissance inférieure 3kWc en secteur sauvegardé, site classé, réserve naturelle ou parc naturel	Déclaration préalable	
► puissance comprise entre 3kWc et 250kWc en secteur sauvegardé, site classé, réserve naturelle ou parc naturel	Permis de construire	
► puissance supérieure à 250kWc en secteur sauvegardé, site classé, réserve naturelle ou parc naturel	Permis de construire avec étude d'impact et enquête publique	

Selon la localisation du projet

Dans les espaces protégés (périmètre de protection d'un monument historique, secteur sauvegardé, Zone de Protection du Patrimoine Urbain, Architectural et Paysager), site inscrit ou classé, le projet est soumis à la consultation du **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP)**.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET POLITIQUES DES SERVICES DE L'ÉTAT

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « **Grenelle II de l'environnement** » insère dans le code de l'urbanisme, un **article L.111-6-2** :

En dépit de toute disposition d'urbanisme contraire, les autorisations de travaux (permis de construire, permis d'aménager, décisions prises sur une déclaration préalable) **ne pourront plus s'opposer à (...) l'installation de dispositifs** (dont la liste doit être fixée par décret) **favorisant (...) la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés.**

Toutefois, l'acte d'autorisation **pourra toujours comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet** dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Il convient de préciser que cet article L.111-6-2 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité, pour les communes, d'instaurer des périmètres dont la délimitation est « motivée par la protection du patrimoine bâti et non bâti, **des paysages et des perspectives monumentales et urbaines** ».

Comment faire ?

Cette délimitation est fixée d'un commun accord entre la municipalité et l'Architecte des Bâtiments de France et peut être assortie de prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale et paysagère des projets dans le bâti existant et le milieu environnant.

Situation en espaces protégés : *périmètre de protection de monuments historiques, secteur sauvegardé, zone de protection du patrimoine urbain, architectural et paysager (ZPPAUP), site inscrit ou classé.*

Problématiques rencontrées par le STAP :

- Le service note une forte demande d'installation des dispositifs solaires thermiques et photovoltaïques, qui se fait généralement, après coup, sur les bâtiments existants. La plupart du temps, l'intégration architecturale ou urbaine ne fait l'objet d'**aucune réflexion préalable**, les dossiers de demandes d'autorisation étant, dans la majorité des cas, constitués pour le compte de leurs clients, par les sociétés spécialisées dans la vente de ce type de dispositifs.
- Ces équipements peuvent s'implanter en centre ancien, dense en tissu urbain alors qu'ils **ne sont pas adaptés à la typologie traditionnelle des bâtiments** constitutifs de ces noyaux urbains. Il serait plus pertinent d'exploiter les potentialités énergétiques intrinsèques de ces bâtiments traditionnels (par le biais de diagnostic sur leur efficacité énergétique) plutôt que de leur appliquer des dispositifs inadaptés.
- A l'échelle du paysage, **l'impact de ces dispositifs peut porter atteinte à la présentation des entités paysagères** par leur aspect, la présence de reflets créés, leur effet de répétition.
- On relève que ces dispositifs, qui constituent des éléments visuellement très présents, **n'ont pas reçu de traitement global dans le cadre des documents d'urbanisme.**

Il est essentiel de comprendre et de retenir que l'approche du STAP est avant tout circonstanciée, conditionnée par les contraintes spécifiques du site et du bâti (datation du bâtiment, son état, ses travaux antérieurs, son environnement immédiat et plus lointain, sa situation par rapport au Monument Historique...).

Cette situation n'empêche pas de systématiser le recours à un certain nombre de **recommandations qui ont pour but d'accompagner l'installation des dispositifs** dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux.

Dans certains cas de figure, le STAP n'est pas favorable à la pose de ces dispositifs. Tel est le cas :

- en présence de **bâtiments dont la typologie n'est pas adaptée à ce type d'équipements neufs** (cf communes à fortifications, cœur ancien homogène, Secteurs Sauvegardés dans lesquels la pose de panneaux n'est pas compatible avec l'esprit du règlement visant à préserver le patrimoine),
- en fonction de certains **enjeux paysagers** (par exemple visibilité des dispositifs)

Cette fiche technique a été élaborée par le

**Service Territorial
de l'Architecture et du Patrimoine
du Bas Rhin**

DRAC Alsace
Palais du Rhin
2, Place de la République
67082 Strasbourg cedex
Tél. : 03 69.08.51.00
Fax : 03 88.23.53.21
Ouverture au public :
du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 14h à 16h
et le vendredi de 10h à 12h.
Courriel : sdap.bas-rhin@culture.gouv.fr
Site Internet : www.culturecommunication.gouv.fr

**Service Territorial
de l'Architecture et du Patrimoine
du Haut Rhin**

17, place de la cathédrale
68000 Colmar
Tél. : 03 89 20 26 00
Fax : 03 89 41 21 03
Ouverture au public :
Lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.
Accueil téléphonique :
Lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 16h.
Courriel : stap68@culture.gouv.fr

Nous vous rappelons que, conformément aux codes de l'urbanisme, du patrimoine et de l'environnement, les travaux doivent faire l'objet a minima d'une déclaration préalable de travaux à déposer en mairie. Cette déclaration doit comporter :

- un plan de situation indiquant l'immeuble concerné,
- des photos couleurs des façades existantes,
- insertion graphique ou photomontage du projet
- plans, coupes et façades avec les cotations de l'état actuel
- plans, coupes et façades avec les cotations du projet en toiture
- notice faisant apparaître les matériaux utilisés et la mise en œuvre des travaux (indiquez également la fiche technique des panneaux solaires, leur nombre, le type de pose,...)

Équipements liés aux énergies renouvelables

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES



Conseils